

Le déclin démographique de l'Europe est-il inéluctable ?

L'immigration compense-t-elle la faible natalité ?

Décodage

On dit le Vieux Continent en déclin démographique. Le constat est un peu simpliste. Au 1^{er} janvier 2010, la population de l'Union européenne (UE) a dépassé la barre symbolique des 500 millions d'habitants, 501,1 millions précisément. Comparé aux 499,7 millions enregistrés en 2009, ce chiffre marque une progression de 2,7 habitants par mille, selon les données communiquées, mardi 27 juillet, par Eurostat, le service d'information statistique de l'UE.

L'immigration, principale contributrice Ce gain démographique, certes léger, masque une réalité extrêmement contrastée dans les 27 pays de l'UE, avec des perdants et des gagnants. La population a augmenté dans 19 Etats membres (dont le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, la France, la Suède, le Danemark, la Slovaquie, la Belgique...) et baissé dans huit pays, comme la Lituanie, la Lettonie, la Bulgarie ou l'Allemagne.

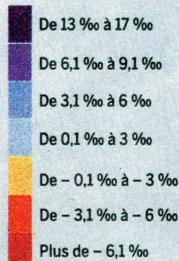
L'immigration est la principale contributrice de ce gain de 1,4 million d'habitants, avec un solde positif de 0,9 million d'immigrés, soit 60% de l'augmentation de la population européenne. L'« accroissement naturel », qui correspond à la différence entre le nombre des naissances et le nombre des décès, ne représente, lui, que 0,5 million de nouveau-nés, soit 40% de l'ensemble.

En cinquante ans, le rapport entre la contribution des naissances et l'immigration s'est inversé. « En 1960, l'ensemble des 27 pays qui constituaient aujourd'hui l'UE affichaient près de 8 millions de naissances et à peine plus de 4 millions de décès, rappelle Gilles Pison, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED). Les migrations s'effectuaient entre pays européens et, globalement, le solde migratoire était presque nul. » On en est maintenant à seulement 5,4 millions d'enfants nés sur la même zone, pour 4,8 millions de décès recensés.

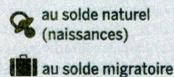
Les pays qui affichent les plus forts taux de fécondité sont l'Irlande (10 pour mille), Chypre (5,5‰), la France (4,3‰), le Royaume-Uni (3,7‰) ou encore, dans une moindre mesure, la Suède et la Finlande. A l'inverse, le solde naturel est négatif dans dix pays, et les plus

De fortes disparités d'un pays à l'autre

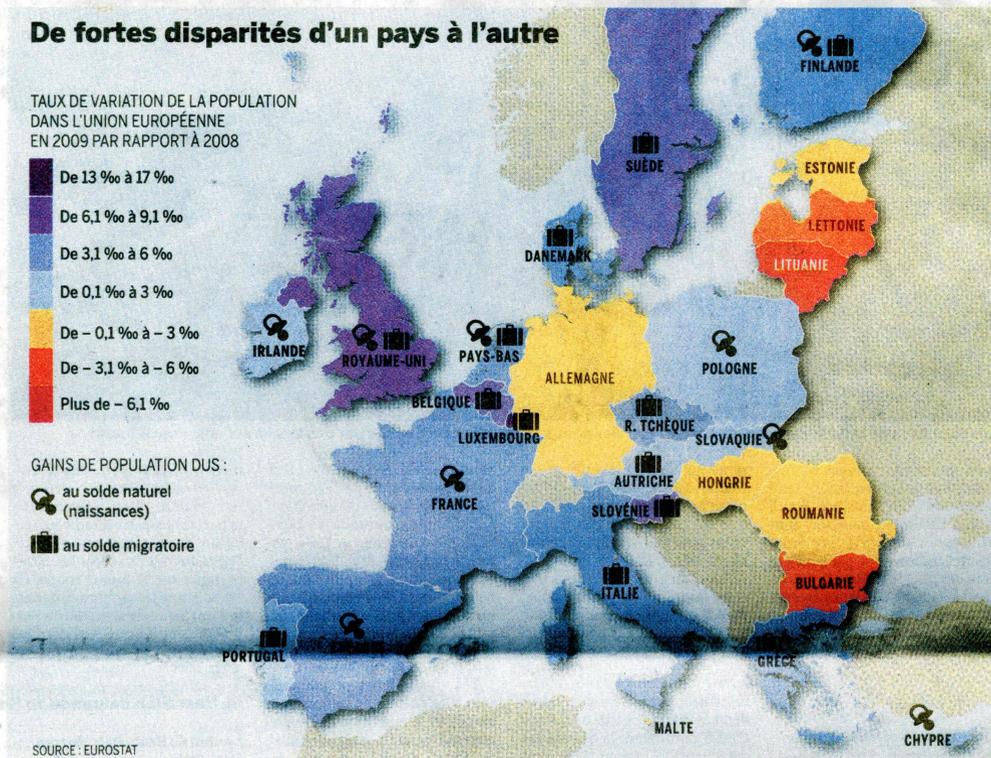
TAUX DE VARIATION DE LA POPULATION DANS L'UNION EUROPÉENNE EN 2009 PAR RAPPORT À 2008



GAINS DE POPULATION DUS :



SOURCE : EUROSTAT



fortes baisses sont observées en Bulgarie et en Lettonie (-3,6‰), en Hongrie (-3,4‰) et en Allemagne (-2,3‰).

« Il existe un vrai contraste entre les pays du Sud et de l'Est, peu féconds, et ceux du Nord et de l'Ouest », commente Gilles Pison. Dans les pays méditerranéens, la fécondité a baissé très vite (Espagne, Italie, Grèce). Les jeunes femmes qui font des études longues et aspirent à travailler repoussent l'âge auquel elles ont leur premier enfant, faute de moyens de garde.

En Allemagne, où une politique d'aide aux familles a récemment été mise en place, il est encore culturellement mal admis de laisser la garde de son enfant au soin d'un autre. Enfin, dans la plupart des pays de l'Est, la fécondité a chuté en raison des incertitudes économiques et politiques liées à la chute du mur de Berlin.

501,1 millions

C'est le nombre d'habitants des 27 pays de l'Union européenne, en 2010. Soit une progression de 1,4 million d'habitants en un an, dont 0,9 million résulte du solde migratoire

Plus de décès que de naissances à partir de 2015 Globalement, avec un taux de fécondité de 1,6 enfant par femme en moyenne, en 2008, la population de l'UE n'a pu se maintenir que grâce à un recours à l'immigration auquel s'est ajouté l'allongement de l'espérance de vie. A l'échelle de l'Union, le nombre annuel des décès va dépasser celui des naissances à partir de 2015, selon les projections élaborées par Eurostat, en 2008. Ce solde négatif devrait rester assez limité jusqu'en 2020, pour s'accroître à cette date, avec la disparition des enfants du baby-boom.

Cela risque d'entraîner un déséquilibre entre actifs et inactifs. « Du fait des départs à la retraite de la génération du baby-boom, la population qui n'est pas en âge de travailler va augmenter de manière significative dans la prochaine décennie, prévoit l'Organisation de coopération et de développement écono-

miques (« Tendances récentes de migrations internationales », OCDE, 2010). D'après les projections sur les niveaux migratoires actuels, dans de nombreux pays le taux d'accroissement de cette population sera vraisemblablement supérieur à celui de la population d'âge actif. »

La crise ralentit l'arrivée des migrants Pour répondre à ce défi démographique et économique, les experts de l'OCDE préconisent d'augmenter le taux d'emploi des personnes en âge de travailler et, dans une moindre mesure, d'accroître les effectifs des migrants internationaux « pour autant qu'ils soient des travailleurs et non des inactifs ». Reste que ces deux dernières années, la crise a sérieusement ralenti l'arrivée des migrants en Europe. « On focalise sur l'immigration, mais, en 2010, elle a baissé de moitié par rapport à 2007, souligne Cristina Arhigo, porte-parole pour l'emploi et les affaires sociales à la Commission européenne. S'il n'y a pas de travail, les gens viennent moins. »

Avec néanmoins, là encore, des situations contrastées. En 2009, les soldes migratoires les plus élevés ont été enregistrés au Luxembourg, en Suède, en Slovaquie, en Italie et en Belgique, tandis que l'Irlande enregistrait le solde le plus négatif (-9‰). En Italie, les quotas de travailleurs non saisonniers ont été réduits à zéro, en 2009. Selon l'OCDE, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie et la République tchèque sont les pays où le recul des flux d'immigration à vocation permanente (par opposition à temporaire) a été le plus marqué (-25‰, voire plus), entre 2007 et 2008, tandis qu'au Danemark il dépassait les 40‰.

Les premiers pays touchés par la crise ont enregistré de fortes diminutions de la migration induite par la demande. En Espagne, les demandes des employeurs sont passées de 200 000, en 2007, à moins de 16 000, en 2009. En Irlande, après plusieurs années où le nombre des retours d'Irlandais expatriés dépassait le nombre des départs de citoyens de ce pays, l'émigration a augmenté de 37%, entre avril 2008 et avril 2009.

En Europe, la baisse des flux d'entrées observée concerne essentiellement les migrants de travail venus dans le cadre d'un régime de travail discrétionnaire. La migration à caractère familial n'a pas diminué en 2008, à l'exception notamment de la France, du fait du durcissement des critères.

Le vivier turc Comment faire pour enrayer le déclin démographique et ses conséquences en termes de politique sociale, au premier rang desquels l'équilibre des régimes de retraite et les besoins en main-d'œuvre ? « A mesure que la reprise économique progressera, le recours aux migrants internationaux comme solution possible aux problèmes engendrés par le vieillissement de la population redeviendra une priorité de l'action publique », considère l'OCDE.

« Ce ne sera que par les élargissements futurs que l'Union européenne pourra augmenter substantiellement sa population, analyse Gilles Pison. La Turquie, à supposer qu'elle rentre dans l'UE conduirait à un rajeunissement temporaire mais elle ne modifiera pas sur le fond la trajectoire de déclin démographique. » Avec ses quelque 75 millions d'habitants, une population jeune et la perspective de compter près de 90 millions d'habitants en 2025, elle constitue un vivier considérable mais, avec un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme, elle aussi est appelée à vieillir. ■

Martine Laronche